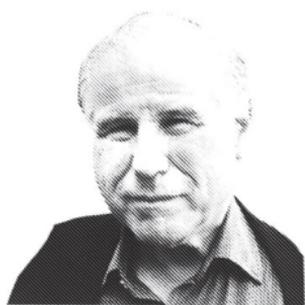


Le CO₂, diable ou bon génie?



PIERRE LACONTE

Président de la Fondation pour l'environnement urbain

Le CO₂ a été le mal-aimé de la conférence climatique de Lima. Qu'est le CO₂?

C'est un gaz inerte, impalpable, invisible, inodore et dont l'estimation résulte d'un calcul sujet à controverse.

En tant qu'évaluateur de l'UE pour l'examen des candidatures de villes pour l'attribution du Prix de la Capitale verte européenne, dont un des critères était l'émission de gaz à effet de serre par habitant et par an, j'ai pu constater qu'il y avait autant de manières de les calculer que de résultats présentés (quelque 3 à 10.000 t de CO₂ par habitant et par an). Certains calculent uniquement le CO₂, et estiment un «équivalent CO₂» pour d'autres gaz à effet de serre, notamment le méthane, d'autres tentent d'estimer la somme des 6 gaz concernés. Certains calculent uniquement les gaz émis sur le territoire de la ville ou communauté urbaine considérée, ce qui fausse la comparaison. Comme on le sait c'est l'échelle d'observation qui crée le phénomène observé. Une ville telle que Rome inclut un gigantesque espace agricole, tandis que des villes telles que Bruxelles sont entièrement urbanisées. D'autres tentent de mesurer le CO₂ par habitant sur l'espace effectivement urbanisé, mais les définitions en sont multiples. Certains ajoutent au calcul les émissions «importées», par exemple les émissions de CO₂ provenant d'avions, véhicules ou produits entrants et/ou les émissions «exportées». Deux chercheurs allemands ont comparé les 7 méthodes de calcul les plus courantes et ont conclu qu'elles étaient de facto incompatibles... Le roi carbone est nu.

Mesurer l'énergie

Et pourtant les gaz à effet de serre existent et constituent une menace globale pour le climat. Mais la majorité des émissions de CO₂ estimées proviennent de l'énergie fossile. Pourquoi dès lors ne pas évaluer directement l'énergie plutôt

qu'indirectement le CO₂? Contrairement aux émissions de CO₂, l'énergie peut être mesurée et surtout évaluée financièrement. Au lieu de mesurer le nombre hypothétique de grammes de CO₂ par km émis par un moteur de voiture, il est plus aisé de mesurer la consommation de carburant fossile par le même moteur. Une taxation de l'énergie a donc plus de sens qu'une taxation des émissions de carbone ou a fortiori plus de sens qu'un marché européen des émissions, dont on a vu la faible performance depuis le protocole de Kyoto en 1997.

Une taxation de l'énergie fossile (ou la réduction des subsides dont elle bénéficie), notamment en ajustant les accises sur le diesel à celles sur l'essence, avec justification de santé publique, serait en tout cas une alternative durable à la taxation centrée sur les salaires, dont les limites ont été atteintes dans le cadre d'une concurrence mondiale des coûts salariaux.

Pourquoi ne pas évaluer directement l'énergie plutôt qu'indirectement le CO₂?

Par ailleurs les émissions de CO₂ peuvent être en partie valorisées en les transformant en des produits utiles. Ce qui est un déchet nuisible pour l'un peut avoir une valeur ajoutée pour l'autre. En d'autres termes le recyclage est une clé de l'économie durable. En outre, sous certaines conditions, le CO₂ acquiert des propriétés particulières («supercritical state») et peut constituer un substitut non toxique aux solvants et aux colorants. La valeur ajoutée par l'utilisation industrielle des émissions de CO présente donc un potentiel à exploiter plutôt qu'à séquestrer à grands frais. La Chine montre l'exemple dans ce domaine. En Belgique s'est constitué l'ICCE (Implementation Center for Circular Economy).

Dans la rubrique «Agora» du 21 novembre j'ai évoqué également la suppression graduelle de la déductibilité fiscale de l'usage de la voiture, qui est actuellement accordée même en dehors du trajet domicile-travail (piste excellemment développée par D. Sinardet dans «De Tijd» du 28 novembre).